



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

24 mai 2016

A la Une de l'actualité de ce jour figure l'appel pour une opération ville morte, lancé par le sénateur MAPAR, Lylison René de Rolland, sur les ondes de différentes stations radio et de télévision. Le litige foncier opposant la Chambre de Commerce à la société Tiko a également retenu l'attention des journaux, qui ont pour la plupart accordé une couverture ample aux événements survenus à Ankorondrano.

Politique interne

LE SENATEUR LYLISON APPELLE A UNE OPERATION VILLE MORTE

*Le sénateur élu sous la bannière du parti politique MAPAR, Lylison René de Rolland, a lancé, hier soir, un appel pour une opération ville morte, dans ses interventions sur plusieurs chaînes de télévision et de radio privées de la capitale. Selon les explications du parlementaire, cette initiative a été entreprise afin de mettre un terme aux souffrances quotidiennes des Malgaches, victimes de l'incompétence des dirigeants mais également pour contester le non-respect de la liberté d'expression et d'opinion. Il a ainsi appelé à des réunions par quartier et a incité à la formation de « vigilances citoyennes » ou vigiles communautaires (Andrimaso-pokonolona) qui décideront, selon lui, des mesures à prendre face à la situation. A partir de 4h du matin, les partisans de ce mouvement descendront ainsi dans les rues pour ériger des barrages et brûler des pneus dans les différents quartiers d'Antananarivo. Cette opération ville morte aurait déjà bénéficié du soutien des principales forces vives de la Nation, d'une bonne partie de l'Armée et des officiers supérieurs ainsi que des transporteurs, selon les sources rapportées par **Midi Madagasikara (p.3)** De leur côté, les forces de l'ordre n'ont pas pris les déclarations du sénateur à la légère et ont rapidement pris les mesures qui s'imposent. Le responsable de l'Etat-Major Mixte Opérationnel (EMMO) de la Région Analamanga a par conséquent rassuré que des dispositifs, permettant à la population de vaquer sereinement à ses occupations quotidiennes, seront mis en place. Ainsi, un fort contingent d'éléments des forces de l'ordre a été déployé dans le centre-ville et ont sillonné les rues de la capitale depuis hier soir (**L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.8, Madagascar-Laza, p.14**)*

- *Au vue de la conjoncture sensible, **L'Express de Madagascar** craint que les déclarations du sénateur ne mettent de l'huile sur le feu. Le quotidien rappelle que des soupçons pèsent sur le colonel Lylison qui est accusé d'être le cerveau d'une tentative de Coup d'Etat, ce qu'il a fermement démenti au micro de la radio Antsiva jeudi dernier. Cependant, sa déclaration d'hier risque de lui donner tort aux yeux des autorités, qui pourraient apparenter son appel à une incitation à paralyser le pays. (p.5)*
- *De l'opinion de **Midi Madagasikara**, le sénateur de la Province de Mahajanga a décidé d'enclencher la vitesse supérieure et ce, bien qu'il se trouve depuis quelques temps dans le collimateur des forces de l'ordre. Pour le quotidien, le fait que des officiers supérieurs soient éventuellement derrière lui pourrait avoir motivé la*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



déclaration faite à la presse hier. (p.3)

- **Les Nouvelles** rappelle à ses lecteurs l'argumentation du sénateur pour faire valoir son initiative, notamment la dénonciation des abus perpétrés par les dirigeants autant sur les ressources nationales que sur la souveraineté, la corruption généralisée au niveau du système judiciaire et le non-accomplissement du Pacte de responsabilité (p.8)
- De l'opinion de **Tia Tanindrazana**, l'initiative du parlementaire peut être assimilée à un appel à la rébellion et apparaît comme un déjà-vu, notamment à l'aube de la crise de 2009. Le quotidien se demande par conséquent si les autorités auront l'audace d'interpeller le sénateur car il estime qu'une autre personne ayant agi ainsi aurait déjà été incarcéré à la prison d'Antanimora (p.2)

DESTITUTION DU BUREAU PERMANENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : LES DEPUTES PARTAGÉS

Un projet de destitution du Bureau permanent, dirigé par Jean Max Rakotomamonjy, serait initié par des parlementaires du groupement HVM et partagerait actuellement les membres de la Chambre basse. Mercredi dernier, les initiateurs du projet auraient entrepris de collecter des signatures et en auraient collectées environ 70 alors qu'il en faudra impérativement 101, pour parvenir à leur fin. L'obtention des 31 signatures restantes demeure ainsi incertaine tandis que les tractations se poursuivent et restent au centre des discussions de couloir dans le palais de Tsimbazaza. (**Midi Madagasikara p.3**)

- Le député MAPAR Naivo Raholdina a fait part de sa position par rapport à ce projet en insistant sur le fait que la dissolution du Bureau permanent n'est pas la solution à la crise endurée par la population. Le problème ne se situant pas à l'Assemblée Nationale mais plutôt à Iavoloha. Pour sa part, le parlementaire soutient que la solution réside la mise en place d'un référendum afin de déterminer si oui ou non le maintien au pouvoir de l'équipe Rajaonarimampianina fait encore l'unanimité auprès de la population. (**Madagascar Matin p.4**)

DESTITUTION DU PM : AFO SENDIKALY PERSISTE ET SIGNE

La plateforme des syndicats : Afo Sendikaly, a dévoilé la suite de son mouvement à la presse, à l'occasion d'une rencontre qui s'est tenue hier au Radama Hôtel. A en croire les propos des leaders de la plateforme, ils envisagent de « s'attaquer » au Premier ministre Mahafaly Olivier dont la nomination est considérée comme irrégulière. A cet effet, l'Alliance des fédérations syndicales a déposé, hier, auprès du Conseil d'Etat, une requête en annulation de la nomination du Chef du gouvernement. Les membres de l'Afo Sendikaly se sont toutefois dits conscients des éventuelles pressions que subira l'institution saisie afin de faire avorter leur requête mais se disent cependant optimistes quant à l'issue de leur initiative. Maharavo Ratolojanahary, leader du mouvement, a d'ailleurs signifié leur volonté à épuiser toutes les voies légales pour faire aboutir leurs revendications (**Les Nouvelles p.3**). Par ailleurs, les membres du syndicat ont fait savoir qu'ils exposeront, ce jour, leur point de vue et leurs doléances à l'ambassade de Suisse. Par ailleurs, la plateforme Afo Sendikaly a sollicité la population à se rallier à leur cause afin d'interpeller les dirigeants sur l'importance du respect des droits humains et syndicaux. (**Madagascar Matin p.2**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

JIRAMA : LE SYNDICAT DES EMPLOYES LANCE UN ULTIMATUM DE 72 HEURES A LA DIRECTION GENERALE

Le SMJ ou syndicat des employés de la compagnie d'approvisionnement en eau et en électricité, a tenu une conférence de presse hier. Faisant suite aux revendications du 18 mai dernier, le syndicat a déposé une lettre d'exigence auprès de la Direction générale de la JIRAMA, lui adressant un ultimatum de 72 heures pour répondre aux différentes revendications autrement, il envisage d'observer une grève. Pour rappel, les doléances des syndicalistes de la compagnie nationale portent principalement sur la suppression de toute forme de privatisation du système de production. Dans la foulée, les syndicalistes réclament également un inventaire de tous les générateurs nécessitant réparations, l'annulation du contrat signé avec la société américaine Symbion Power, le renouvellement de la mise en concession du secteur eau tout comme l'électricité ainsi que la reprise du travail des syndicalistes emprisonnés. De son côté, la direction de la JIRAMA a indiqué que la requête de la SMJ lui est bel et bien parvenue avant de préciser qu'une rencontre devrait avoir lieu incessamment entre les deux parties (Midi Madagasikara p.12 ; Madagascar-Laza p.9 ; La Gazette de la Grande Ile p.7 ; La Vérité p.8)

- *La Gazette de la Grande Ile craint qu'un mouvement social d'envergure risque d'être un coup dur pour la compagnie nationale qui se trouve actuellement dans une situation précaire. (p.7)*
- *De l'avis de Madagascar Matin, tous ceux qui s'aventurent dans cette voie devront se méfier des repréailles des dirigeants qui ne tolèrent aucune manifestation pouvant remettre leur intérêt en cause. Le quotidien a d'ailleurs rappelé le cas de l'ancien leader de l'Intersyndical, Oliva Andrianalimanana, mis en prison pour avoir voulu « sauver » la JIRAMA. (p.3)*

LITIGE FONCIER : LA CHAMBRE DE COMMERCE EXPULSE TIKO

Face à l'occupation « forcée » opérée par l'entreprise Tiko Oil sur son terrain, sis à Akoronrano, la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo a été contrainte de procéder, hier, à son expulsion des lieux. La mise sous scellé du domaine a été effectuée par un huissier de justice, accompagné des éléments des forces de l'ordre, lesquelles ont investi le terrain aux environs de 10h du matin. Pour justifier la démarche, maître Alain Rakotonirina a mis en exergue le caractère irrévocable de la décision de justice du 21 mars 2011 ordonnant la résiliation du contrat de bail emphytéotique, le paiement des arriérés de loyers ainsi que l'expulsion de la société Tiko. Cette dernière semble toutefois avoir fait fi de cette décision et a ainsi procédé à la réhabilitation des lieux, après les événements de 2009, en y érigeant notamment une clôture et un portail. Pour leur part, les proches de l'ancien Président Ravalomanana, présents sur les lieux, ont mis en avant les dispositions de la Feuille de route, prônant la restitution des biens spoliés durant la dernière crise. Cela n'a pourtant pas empêché l'arrêt des activités entreprises sur les lieux, à savoir les travaux de réaménagement et le dépôt de CV, par ceux qui désirent intégrer la société Tiko. Ces derniers ont d'ailleurs été priés de quitter les lieux. (Midi Madagasikara p.2; La Vérité p.3) A en croire le communiqué de presse de la CCIA, les négociations entre les deux parties ont repris.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Il semblerait en effet que la société Malagasy Grossiste ou Magro ait procédé au paiement des arriérés de loyer de 2009 d'un montant de 22 080 000 Ariary et réitéré sa demande de rétablissement de bail. Quoi qu'il en soit, aux yeux de la Chambre de Commerce, l'occupation des lieux ainsi que les travaux menés par Tiko restent illégaux. (Madagascar-Laza p.3)

- **Madagascar Matin** estime que le régime HVM est tombé dans le piège tendu par Marc Ravalomanana qui a simulé ce recrutement de masse pour l'inciter à prendre des mesures à la hâte. De son opinion, le fait que les éléments de l'Emmoreg aient bloqué le passage aux centaines de chômeurs venus tenter leur chance va envenimer la situation et décrédibiliser davantage les dirigeants. (p.3)
- **Midi Madagasikara** soupçonne la décision « tardive » de la Chambre de Commerce d'être motivée par des ordres venus d'en haut. Le quotidien s'interroge d'ailleurs sur les raisons pour lesquelles l'intervention de l'Emmoreg ne soit survenue que quatre jours après le début de la campagne de recrutement, initié par Tiko. Le quotidien conclut que les dirigeants ont finalement pris conscience de l'ampleur de l'initiative du groupe agroalimentaire de Marc Ravalomanana, comme en témoignent les 10 000 prétentions reçues. (p.2)
- **L'Observateur**, sur un ton ironique, reconnaît la suprématie de la « force nouvelle » (traduction littérale de Hery Vaovao) du régime actuel qui ne craint personne en agissant comme bon lui semble. (p.3)

Relations internationales

FIRST WORLD CONFERENCE ON TOURISM FOR DEVELOPMENT : MADAGASCAR REPRESENTÉ PAR LE MINISTRE DU TOURISME

La Grande Ile fait partie des pays ayant participé à la première Conférence mondiale sur le tourisme pour le développement, qui s'est tenue du 18 au 21 mai dernier à Beijing, en Chine. Pour rappel, cette rencontre internationale s'intéresse à la contribution du tourisme aux objectifs de développement durable des Nations Unies et a été placée sous le thème « Tourisme pour la paix et le développement ». A cette occasion, le ministre malgache du Tourisme, Rolland Ratsiraka a été reçu par son homologue chinois Li Jinzao et le maire de Beijing. Ce fut l'occasion pour ce dernier de faire la promotion de la destination Madagascar tout en réitérant la volonté de la Grande île de développer le secteur malgré les problèmes rencontrés actuellement. (Midi Madagasikara p.12)

CENI : HERY RAKOTOMANANA A LA 4^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DU RECEF

Le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) séjourne actuellement à Tunis, dans le cadre de la 4^{ème} Assemblée Générale annuelle du Réseau des Compétences Electorales Francophones. Cet organe, qui est un regroupement international d'administrateurs d'élections de l'espace francophone, a pour mission de soutenir ses membres dans la mise en place d'institutions électorales pérennes, neutres, autonomes et indépendantes. Pour ce faire, la RECEF organise et soutient plusieurs activités pour ne citer que les programmes de coopération reposant sur des activités de formation, des stages pratiques, des échanges d'information et d'études permettant la mise en commun d'expertises

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



et d'expériences; des services de consultation et d'information ainsi que des publications visant à favoriser et diffuser des savoirs. (Midi Madagasikara p.2 ; L'Observateur p.5)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne